

Dérives séparatistes et légitimité de l'État : Cas du NOSO-Cameroun.

Par Flaviane T. KENFACK

Dans REVUE AFRICAINE DE PROSPECTIVE STRATÉGIQUE(RAPS) N°2, 2024

Joseph Vincent NTUDA EBODE, Eric Bertrand LEKINI, Lionel AMAHATA KIABEGA (Dir)

Éditions CENTRE DE RECHERCHE D'ÉTUDES POLITIQUES ET STRATÉGIQUES / UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ II, Page 116 à 133

ISBN : 978-9956-0-2264-9



Article disponible en ligne à l'adresse
<https://www.creps.com>



Distribution électronique

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur au Cameroun. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DERIVES SEPARATISTES ET LEGITIMITE DE L'ÉTAT :

CAS DU NOSO-CAMEROUN

Flaviane T. KENFACK

Chargé de cours au Département de Science Politique/Université de Yaoundé II

Résumé

La situation dans les régions du nord-ouest et sud-ouest traduit la persistance du climat sécuritaire instable mené par des groupes armés non étatiques. Manifeste par des conséquences multiples, l'attitude de l'État au début de cette crise qualifiée communément de « crise anglophone » a été minimaliste et violente. Cependant, la tournure des mobilisations à l'origine des revendications sociopolitiques va se démarquer par des modes opératoires qui remettent en cause les symboles de l'État et s'inscrivent dans une logique d'insurrection armée de type guérilla donnant lieu à un conflit ouvert. Si pour l'État, il s'agit de réaffirmer son autorité et de préserver les populations et leurs biens, pour les groupes armés séparatistes qui se dotent de capacités militaires conséquentes, il s'agit d'une lutte au nom d'une minorité dite « anglophone » qu'ils estiment marginalisée. Le problème abordé est celui des exactions à l'origine des dérives séparatistes qui mettent à mal l'autorité de l'État. Dès lors, comment ces exactions nées des dérives séparatistes participent à la mise en cause de l'autorité de l'État et comment ce dernier réaffirme-t-il sa légitimité dans cet espace en crise au Cameroun ? Si la question de la réaffirmation de la légitimité de l'État s'articule autour de la préservation de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du pays, pour les populations et les acteurs opérants dans le secteur économique dans ces régions, la pérennité de leurs activités demande la sécurisation des secteurs de base. Ainsi, analyser ces processus dans cet espace en crise met en évidence la complexité de cette situation qui perdure depuis 2016. Dans le cadre de cette réflexion, le recours à une mobilisation de données empiriques, avec un ancrage marqué sur le constructivisme sécuritaire comme socle théorique permet non seulement d'identifier la nature des acteurs victimes et impliqués, leurs relations à l'environnement structurel, mais également de s'intéresser aux problèmes dont ils font face et qui reconfigurent le processus de construction, non seulement de la légitimité de l'État mais également de la prise en compte des conditions socioéconomiques des populations dans les territoires en crise des régions du nord-ouest et sud-ouest Cameroun.

Mots-clés : légitimité, État, exactions, sécession, reconstruction.

Abstract

The situation in the North-West and South-West regions reflects the persistence of the unstable security climate led by non-State armed groups. Manifested by multiple consequences, the attitude of the State at the beginning of this crisis commonly described as the "Anglophone crisis" was minimalist and violent. However, the turn of the mobilizations at the origin of the socio-political demands will be distinguished by operating methods which call into question the symbols of the State and are part of a logic of armed insurrection of the guerrilla type giving rise to an open conflict. If for the State, it is a question of reasserting its authority and preserving the populations and their property, for the separatist armed groups which are acquiring substantial military capacities, it is a struggle on behalf of a minority, called "anglophone" whom they consider marginalized. The problem addressed is that of the abuses at the origin of the separatist excesses which undermine the authority of the State. Therefore, how do these abuses born of separatist excesses contribute to the questioning of the authority of the State and how does the latter reaffirm its legitimacy in this space in crisis in Cameroon? If the question of the reaffirmation of the legitimacy of the State revolves around the preservation of the national unity and the territorial integrity of the country, for the populations and the actors operating in the economic sector in these regions, the sustainability of their activities requires securing the basic sectors. Thus, analyzing these processes in this space in crisis highlights the complexity of this situation which has persisted since 2016. As part of this reflection, the use of empirical data, with a strong anchoring in security constructivism as a theoretical makes it possible not only to identify the nature of the actors who are victims and involved, their relations to the structural environment, but also to take an interest in the problems they face and which reconfigure the construction process, not only of the legitimacy of the State but also taking into account the socio-economic conditions of the populations in the territories in crisis of the regions of north-west and south-west Cameroon.

Keywords: legitimacy, State, abuses, secession, reconstruction.